

**Missions de Maîtrise d'œuvre, Contrôle Technique et de Coordination
en matière de Sécurité et de protection de la Santé pour l'opération
434 : extension de l'Hémodialyse**

LOT N° 1 : MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Procédure Adaptée en application des articles R2123-1, R2123-4 et R2123-5 du Code de la Commande Publique

MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE

Maître d'ouvrage
Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis
Rue du Docteur Schweitzer
17019 LA ROCHELLE

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER - GENERALITES

Article 1er - Objet du marché - Dispositions générales
Article 2 - Pièces constitutives du marché
Article 3 - TVA

CHAPITRE II – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Article 4 - Forfait de rémunération
Article 5 - Prix
Article 6 - Règlement des comptes du titulaire

CHAPITRE III - DELAIS - PENALITES POUR RETARD

Article 7 - Délais - Pénalités phase "Etudes"
Article 8 - Phase "Travaux"

CHAPITRE IV - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Article 9 - Coût prévisionnel des travaux
Article 10 - Conditions économiques d'établissement
Article 11 - Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux
Article 12 - Seuil de tolérance
Article 13 - Coût de référence des travaux

CHAPITRE V - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Article 14 - Coût de réalisation des travaux
Article 15 - Conditions économiques d'établissement
Article 16 - Tolérance sur le coût de réalisation des travaux
Article 17 - Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux
Article 18 - Comparaison entre réalité et tolérance
Article 19 - Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance
Article 20 - Mesures conservatoires
Article 21 - Ordres de service
Article 22 - Protection de la main d'oeuvre et conditions de travail
Article 23 - Suivi de l'exécution des travaux
Article 24 – Travaux modificatifs ou supplémentaires
Article 25 - Utilisation des résultats
Article 26 - Arrêt de l'exécution de la prestation
Article 27 - Achèvement de la mission

CHAPITRE VI - RESILIATION DU MARCHE. CLAUSES DIVERSES

Article 28 - Résiliation du marché
Article 29 - Clauses diverses
Article 30 – Procédures de recours
Article 31 – Prise d'effet
Article 32 - Dérogations au CCAG-MAITRISE D'OEUVRE

ANNEXE 1 – Convention d'interchange

ACHETEUR PUBLIC

Pouvoir adjudicateur

Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis
Etablissement Public de Santé
Rue du Docteur Schweitzer
17019 LA ROCHELLE CEDEX
Téléphone : 05.46.45.51.14
Télécopieur : 05.46.45.51.10
Mail : cellule-marches@ght-atlantique17.fr

Type de Pouvoir Adjudicateur : Autre / Santé

CHAPITRE PREMIER - GENERALITES

Article 1er - Objet du marché - Dispositions générales

1.1. Objet du marché

Le marché régit par le présent cahier des clauses administratives particulières est un marché de maîtrise d'œuvre pour l'extension du service d'Hémodialyse, situé au rez-de-chaussée (niveau 2) de l'aile sud, du site Saint-Louis du Groupe Hospitalier de La Rochelle..

L'enveloppe prévisionnelle des travaux est fixée à 850 000 € HT (valeur janvier 2024).

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le marché ne fait pas l'objet de prestations supplémentaires éventuelles.

La durée globale est estimée à 22 mois à compter de la notification du marché (12 mois de conception incluant les délais d'approbation du maître d'ouvrage et 10 mois d'exécution y compris congés, période de préparation et réception) + délai de parfait achèvement.

Clauses de réexamen :

☐ Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence (MNSMC) dans les conditions prévues à l'article R2122-4 du Code de la Commande Publique pour l'acquisition de fournitures ou installations complémentaires. La durée de ce nouveau marché ne pourra dépasser trois ans.

☒ Suivant les dispositions de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, les prestations pourront donner lieu à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence (MNSMC) pour la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché public initial.

☐ Selon l'évolution de l'organisation du Pouvoir Adjudicateur, des sites extérieurs ou des services pourront être supprimés et/ou ajoutés. Chaque modification fera l'objet d'un avenant sur la base des prix issus du marché en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

☐ Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de contracter une ou des PSE en cours d'exécution du marché qui n'aurai(en)t pas été retenue(s) lors de l'attribution. Cette modification fera l'objet d'un avenant en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

☐ Le prestataire pourra voir sa mission s'étendre à l'échelle du Groupement Hospitalier de Territoire Atlantique 17 qui réunit les établissements suivants :

- ❖ Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis (Etablissement support)
- ❖ Centre Hospitalier de Rochefort (Etablissement partie)
- ❖ Centre Hospitalier de Marennes (Etablissement partie)
- ❖ Centre Hospitalier d'Oléron (Etablissement partie)

Cette modification fera l'objet d'un avenant sur la base des prix issus du marché en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

☒ Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de contracter des travaux, fournitures, ou services supplémentaires dans la limite de 50% du montant du marché initial à condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques. Cette modification fera l'objet d'un avenant en application de l'article R2194-2 du Code de la Commande Publique.

1.2. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom "le maître d'oeuvre" sont précisées à l'article 2 de l'acte d'engagement.

1.3. Sous traitance

Conformément à l'article 37 du décret n° 80-217 du 20 mars 1980, portant Code des devoirs professionnels des architectes, l'architecte ne peut ni prendre ni donner en sous-traitance la mission définie à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977.

Lorsque le titulaire, ou un membre du groupement titulaire le cas échéant, a l'intention de sous-traiter une partie de sa mission après attribution du marché, il doit au préalable obtenir du maître de l'ouvrage l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, avant toute intervention.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

L'acceptation et l'agrément des conditions de paiement sont obtenus conformément aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, et des articles L2193-3 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-4 du Code de la Commande Publique. Le titulaire doit en conséquence transmettre, par lettre recommandée avec accusé de réception, au représentant du pouvoir adjudicateur une déclaration, au moins 30 jours avant l'intervention du sous-traitant et avant la fin du marché, mentionnant :

- a) Le détail de la nature des prestations sous-traitées ;
- b) L'objet du marché avec le n° d'opération et le numéro du marché ;
- c) Le nom, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse et le n° SIRET du sous-traitant proposé ;
- d) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- e) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance (direct ou pas) et le montant envisagé de chaque sous-traité ;
- f) Si le sous-traitant a droit au paiement direct, la déclaration précise le montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant et modalités de règlement de ces sommes ;
- g) Le RIB du sous-traitant.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou d'avenant un DC1 et un DC2 (ou attestations équivalentes).

1.4. Catégorie d'ouvrages et nature des travaux

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages :

- ✱ Bâtiment en construction neuve
- ✱ Réhabilitation

1.5. Contenu des éléments de mission

La mission de maîtrise d'œuvre est établie conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique, articles R2431-1 et suivants (ancienne loi n° 85-704 du 12 Juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et ancien décret n° 93-1268 du 29 Novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé) et de l'arrêté du 31 Mars 2019 relatif aux modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé.

Le présent marché est constitué des éléments de mission suivants :

- ♦ DIAG - ESQ
- ♦ APS
- ♦ APD
- ♦ PRO - DCE
- ♦ ACT
- ♦ DET - VISA
- ♦ AOR
- ♦ OPC

1.6. Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par le Maître d'Ouvrage.

1.7. Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé (non désigné à ce jour).

Le maître d'oeuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, que le maître d'ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

1.8. Coordination en matière de système de sécurité incendie

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage sera assisté d'un coordonnateur en matière de système de sécurité incendie. Ce prestataire est la société NAMIXIS-SSICoor - Parc technoclub - Bâtiment D - Avenue de la Poterie - 33170 GRADIGNAN.

1.9. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage sera assisté d'un coordonnateur pour une mission de catégorie 2 en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs. Celui-ci n'est pas désigné à ce jour.

Dans le cadre de son marché, le maître d'œuvre doit fournir au coordonnateur toutes les informations ou documents nécessaires à l'exercice de la mission de celui-ci et tenir compte des avis de celui-ci. Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur est soumis au maître de l'ouvrage.

Le maître d'œuvre met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux a,b, c, e, f et h du II de l'article 4121-1 du nouveau code de travail.

1.10. Mode de dévolution des travaux

La dévolution des travaux est prévue par marchés séparés. Le choix définitif du mode de dévolution devra être confirmé au plus tard à la réception de l'APD (Avant-Projet Définitif).

Article 2. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-MOE, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1. Pièces particulières

- l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant,
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- le programme technique détaillé (PTD) et ses annexes.

2.2. Pièces générales

- le Code de la Commande Publique.
- l'arrêté du 31 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'oeuvre (CCAG-MOE) (arrêté du 30 mars 2021), en vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois mo).
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-TVX) (arrêté du 30 mars 2021), en vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois mo).

- le CCTG (cahier des clauses techniques générales) applicable aux marchés publics de travaux :
 - annexe n°1 : travaux de génie-civil ;
 - annexe n°2 : travaux de bâtiment
 en vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois M0) études tel que défini à l'acte d'engagement.

2.3. Autres pièces

- les actes spéciaux de sous-traitance,
- l'offre technique et financière.

Article 3 - TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

CHAPITRE II - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Article 4 - Forfait de rémunération

Le forfait de rémunération du Maître d'œuvre comprend, outre les éléments de mission précisés à l'article 1.5, notamment :

- la reprise de la consultation en cas de lots infructueux,
- la suspension éventuelle des travaux,
- la relance d'une consultation en cas de résiliation éventuelle de titulaires d'un marché lié à cette opération,
- une prolongation des délais fixés dans le planning contractuel des travaux,
- les évolutions prévisibles de la réglementation,
- la prise en compte des demandes du contrôleur technique ou du coordinateur SPS.

4.1. Fixation du forfait de rémunération

Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération « *t* » fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement par la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée dans l'acte d'engagement, si le coût prévisionnel n'est pas encore connu.

Le forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la négociation du marché :

- Contenu de la mission, programme,
- Partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage,
- Eléments de complexité liés aux contraintes du contexte local, à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles,
- Durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur phasage,
- Découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation,
- Continuité du déroulement de l'opération.

Le forfait définitif de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux en application de la formule suivante :

= estimation définitive du coût prévisionnel des travaux **X** taux de rémunération **t'** fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Ce forfait pourra être renégocié en fonction des modifications et mises au point faites à l'APD.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 des études indiqué dans l'acte d'engagement.

En cas de modifications ultérieures de programme apportées par le maître d'ouvrage, ou résultant d'un changement non prévisible de la réglementation, et conduisant à des modifications dans la consistance du projet, le marché de maîtrise d'œuvre fait l'objet d'un avenant qui arrête le coût prévisionnel des travaux concernés par ces modifications et adapte en conséquence la rémunération du maître d'œuvre et les modalités de son engagement sur le coût prévisionnel le cas échéant.

Toutefois, les modifications mineures du projet demandées par la maîtrise d'ouvrage entre l'APS et la notification de l'attribution des marchés ne font pas l'objet d'une revalorisation du forfait de rémunération du maître d'œuvre, tant que le montant total du coût des travaux en valeur absolue ne dépasse pas 2% du coût prévisionnel estimé en APS.

Ne sont pas concernés par les dispositions du présent article les modifications apportées par le maître d'œuvre par suite d'erreurs ou d'imprécisions dans ses études, ou dans la direction des travaux, qui ne pourront donner lieu à aucune augmentation du forfait de rémunération. Les modifications consécutives à des fautes des entreprises dans l'exécution des travaux, de même qu'un allongement quelconque des délais d'exécution des travaux, ne donneront lieu à aucune augmentation du forfait définitif.

4.2. Dispositions diverses

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 des études figurant à l'acte d'engagement.

L'avenant permettant de fixer le coût prévisionnel de l'ouvrage fixe le forfait définitif de rémunération.

4.3. Suivi financier

Que ce soit pour la mission de maîtrise d'œuvre ou les travaux, le suivi financier se fera par transmission dématérialisée.

A partir d'un ordinateur connecté au serveur EDIFLEX® via Internet (www.ediflex.com), les acteurs concernés gèrent leurs documents financiers avec la possibilité de les éditer si nécessaire sur support papier pour archivage.

Pour les prestations intellectuelles, les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Le projet de décompte périodique établi par le titulaire du marché constitue la demande de paiement auquel il peut prétendre du fait de l'état d'avancement de l'exécution du marché. Cette demande :

- est datée,
- mentionne les références du marché,
- précise en 1ère page la date d'exécution des prestations ou des travaux,
- correspond à la décomposition du prix global et forfaitaire du marché en corrélation avec le pourcentage d'avancement.

Le représentant du Maître d'Ouvrage les valide puis édite les pièces justificatives pour mise en paiement.

Pour les situations de travaux :

Le projet de décompte mensuel établi par le titulaire du marché constitue la demande de paiement auquel il peut prétendre du fait de l'état d'avancement de l'exécution du marché. Cette demande :

- est datée,
- mentionne les références du marché,
- précise en 1ère page la date d'exécution des travaux,
- correspond à la décomposition du prix global et forfaitaire du marché en corrélation avec le pourcentage d'avancement.

Le titulaire adresse par l'intermédiaire de la plateforme d'hébergement EDIFLEX sa situation de travaux.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel et est transmis au pouvoir adjudicateur pour le règlement des sommes qu'il admet. En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le pouvoir adjudicateur met en règlement la somme admise par le maître d'œuvre.

Le représentant du Maître d'Ouvrage les valide puis édite les pièces justificatives pour mise en paiement.

Les conditions d'exploitation de la plateforme électronique sont définies dans la Convention d'interchange fourni en **Annexe 1** du présent CCAP.

Article 5 - Prix

5.1. Forme du prix

Le prix est révisable.

5.2. Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 (mo études) fixé dans l'acte d'engagement.

5.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'oeuvre faisant l'objet du marché est l'index ingénierie I (base 100 en janvier 1973).

5.4. Modalités de révision des prix

La révision prévue par l'article 5.1, ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C_m = 0,20 + 0,80 (I_m/I_0)$$

dans laquelle I_0 et I_m sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement :

- au mois M0 défini dans l'acte d'engagement,
- et au mois m suivant les modalités de détermination précisées ci-dessous :
 - Pour les éléments de mission DIAG, APS, APD, PRO, VISA, ACT : Index du mois au cours duquel l'élément est remis au maître de l'ouvrage. Les révisions de prix seront calculées et réglées à la fin de la phase conception.
 - Pour les éléments de mission DET, AOR, OPC : index du mois au cours duquel la prestation concernée a été exécutée. Les révisions de prix seront calculées et réglées à la fin de la phase exécution.

Pour le calcul des révisions, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Article 6 - Règlement des comptes du titulaire

6.1. Paiements

La facturation sera effectuée conformément aux décompositions de prix annexées à l'acte d'engagement.

Les factures afférentes au paiement seront établies sans frais et à l'issue de chacune des missions.

Elles porteront outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom, adresse et n° SIRET du titulaire,
- numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- l'objet, le numéro et la date du marché,
- le prix hors taxe,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC de la prestation,
- la date.

6.2. Avance au titulaire et avance aux sous-traitants

Une avance est accordée au titulaire dans les conditions définies aux articles R2191-3 à R2191-5 du Code de la Commande Publique. Conformément à l'article 11.1 du CCAG-MOE, l'option B est retenue.

6.3. Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
DIAG - ESQ	Règlement après achèvement total et réception par le maître d'ouvrage (ou réception tacite) telle que précisée à l'article 7.2.3. du présent CCAP.
APS	Règlement après achèvement total et réception par le maître d'ouvrage (ou réception tacite) telle que précisée à l'article 7.2.3. du présent CCAP.
APD	Règlement après achèvement total et réception par le maître d'ouvrage (ou réception tacite) telle que précisée à l'article 7.2.3. du présent CCAP.
PRO	Règlement après achèvement total et réception par le maître d'ouvrage (ou réception tacite) telle que précisée à l'article 7.2.3. du présent CCAP.
VISA	Par acomptes mensuels échelonnés de manière égale sur la durée contractuelle du chantier.
ACT	60 % - après réception du dossier de consultation des entreprises 40 % - après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître d'ouvrage de (ou des) offre (s) des entreprises
DET	90 % du montant de la mission par acomptes mensuels échelonnés de manière égale sur la durée contractuelle du chantier. 10 % à la date de l'accusé réception, par le Maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises.
AOR	40 % - à l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception 30 % - à la remise du dossier des ouvrages exécutés 10 % - à l'achèvement des levées de réserves 20 % - à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages revus à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44.2 dudit CCAG

Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérée comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments APS seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. L'APD sera payé après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération.

Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'oeuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 6.2 ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

a. Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'oeuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'oeuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

b. Projet de décompte périodique

Pour l'application de l'article 11 du CCAG-MOE, le maître d'oeuvre envoie au maître de l'ouvrage, via le système EDIFLEX présenté en annexe 1 au présent CCAP, son projet de décompte périodique.

c. Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors TVA. Il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'oeuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 7.1.2 du présent CCAP.

d. Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'oeuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

1° Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;

2° L'incidence de l'actualisation des prix appliquée conformément à l'article 5 du présent CCAP sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente.

3° L'incidence de la TVA ;

4° Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1. 2 et 3 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'oeuvre.

6.4. Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 26 du présent CCAP, le maître d'oeuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

6.4.1 Décompte final

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend les postes suivants :

a. Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;

b. La pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage, telle que définie à l'article 19 du présent CCAP ;

c. Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'oeuvre en application des articles 7.1.2 et 7.1.3 du présent CCAP ;

d. La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission : cette rémunération étant égale au poste a diminué des postes b et c ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

6.4.2 Décompte général - Etat du solde

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

a. Le décompte final ci-dessus ;

b. La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;

c. Le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;

- d. L'incidence la variation des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- e. L'incidence de la TVA ;
- f. L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c, d et e, ci-dessus
- g. La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.
- h. Le montant des intérêts moratoires éventuellement versés.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'oeuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'oeuvre.

6.5. Délais de paiement

Le délai de paiement est régi par les articles R2192-10 et R2192-11 du Code de la Commande Publique. Le délai global de paiement pour chaque facture est de 50 jours à compter de la mise en ligne sur le site EDIFLEX, qui constitue le point de départ du délai de paiement.

CHAPITRE III - DELAIS - PENALITES POUR RETARD

Article 7 - Délais - Pénalités phase "Etudes"

7.1. Etablissement des documents d'étude

7.1.1 Délais

Les délais d'établissement des documents d'études sont fixés dans l'acte d'engagement pour l'opération.
Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1^{er} élément :
DIAG : date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de la notification du marché
- Les éléments ou partie d'éléments suivants :
APS, APD, PRO, ACT, VISA : date de l'accusé de réception (courrier recommandé avec accusé de réception ou document du type bordereau signé par le Groupe Hospitalier) par le maître d'oeuvre du prononcé de la réception du document d'étude le précédant dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération.
DOE : le dossier des ouvrages exécutés devra être remis 4 semaines après l'AOR.

7.1.2 Pénalités pour retard de présentation des documents d'étude

En cas de retard dans la présentation des documents d'étude, le maître d'œuvre peut subir sur ses créances des pénalités par jour de retard, conformément au CCAG-MOE, article 16, sur la partie des prestations en retard.

7.1.3 Pénalités pour absence aux réunions de chantier

En cas d'absence répétée aux réunions de chantier et par dérogation à l'article 16 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre (ou co-traitant) encourt des retenues d'un montant de 200,00 euros HT par absence en réunion de chantier.
Lors de la demande de solde, la retenue peut être transformée en pénalité définitive.
Le montant définitif de ces pénalités est fonction du dysfonctionnement réel constaté par le maître d'ouvrage pour l'opération.

7.2. Réception des documents d'études

7.2.1 Présentation des documents

Le maître d'oeuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

7.2.2 Nombre d'exemplaires

Les documents d'études sont remis par le maître d'oeuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires papier à fournir, auxquels se rajoute 1 exemplaire sur CD ROM (pièces écrites au format pdf / plans au format pdf et dwg). Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Document	Nombre d'exemplaires transmis
DIAG	2 (GHLR) + 1 (Contrôle Technique)
APS	2 (GHLR) + 1 (Contrôle Technique)
APD	2 (GHLR) + 1 (Contrôle Technique)
PRO	2 (GHLR) + 1 (Contrôle Technique)
ACT	Voie électronique
VISA	Voie électronique
DOE	3 pour les lots techniques 2 pour les lots architecturaux

7.2.3 Délais d'approbation

La décision par le maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessous :

- DIAG-ESQ : 3 semaines
- APS : 3 semaines
- APD : 2 semaines
- PRO : 3 semaines
- ACT : 3 semaines
- VISA : 2 semaines
- DOE : 4 semaines

délais qui courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, le maître d'oeuvre relance par courrier le maître d'ouvrage, en dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'oeuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

7.3. Démarrage des prestations – suspension

Pour l'application de l'article 3.8.3 du CCAG-MOE, il est précisé que le démarrage des prestations pourra être ordonné dans un délai supérieur à 6 mois à compter de la notification du marché.

Cependant, en dérogation à ce même article 3.8.3 du CCAG-MOE, en cas de démarrage des prestations ordonnées plus de six mois après la notification du marché, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, pour proposer une nouvelle date de démarrage des prestations. A l'expiration de ce délai, s'il n'a proposé aucune autre date, il doit exécuter les prestations à la date demandée. En cas de refus du pouvoir adjudicateur à la proposition de nouvelle date qui lui aura été faite, le titulaire peut demander la résiliation du marché. Cette résiliation ne peut lui être refusée. En dérogation à l'article 29.2 du CCAG-MOE, cette résiliation n'ouvre le droit à aucune indemnité pour le titulaire.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché, sans limite de durée de suspension à n'importe quel stade d'avancement de la mission.

Le maître d'ouvrage transmettra un courrier de notification au titulaire l'informant de la suspension du marché.

Le titulaire peut refuser d'exécuter cet ordre, s'il lui est notifié plus de trois mois après la notification de la suspension de la prestation. Le titulaire dispose alors d'un délai de quinze jours, pour proposer une nouvelle date de démarrage des prestations. A l'expiration de ce délai, s'il n'a proposé aucune autre date, il doit exécuter les prestations à la date demandée. En cas de refus du pouvoir adjudicateur à la proposition de nouvelle date qui lui aura été faite, le titulaire peut demander la résiliation du marché, dans les conditions mentionnées à l'article 29.2 du CCAG-MOE. Cette résiliation ne peut lui être refusée.

Le cas échéant d'un arrêt définitif de la mission rentre dans les dispositions de l'article 28.1 du présent CCAP.
Cette suspension n'ouvre le droit à aucune indemnité pour le titulaire.

Article 8 - Phase "Travaux"

8.1. Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Au cours de travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 12 du CCAG applicable aux marchés de travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis via la plateforme de dématérialisation EDIFLEX. Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

La date d'exécution des travaux devra figurer sur les décomptes et le suivi des décomptes sera rédigé en hors taxes.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître de l'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

8.1.1 Délai de vérification

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à **10 jours** à compter de la date de mise en ligne de la situation via EDIFLEX.

8.1.2 Pénalités pour retard de vérification des projets de décomptes mensuels

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à **1/5 000e (un cinq millième)** du montant hors taxes du présent marché de maîtrise d'œuvre et de ses éventuels avenants.

Lors de la demande de solde, la retenue peut être transformée en pénalité définitive.

Le montant définitif de ces pénalités est fonction du dysfonctionnement réel constatée par le maître d'ouvrage pour l'opération.

8.2. Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux et mis en ligne par l'entrepreneur sur le site.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le décompte général.

8.2.1 Délai de vérification

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à **45 jours** à compter de la réception par le maître d'œuvre du projet de décompte (via EDIFLEX), conformément à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux.

8.2.2 Pénalités pour retard de vérification du projet de décompte final

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à **1/5 000e (un cinq millième)** du montant hors taxes du présent marché de maîtrise d'œuvre et de ses éventuels avenants.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître de l'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce délai, le maître de l'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

8.3. Instruction des mémoires de réclamation

Délai d'instruction

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de 1 mois à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

Pénalités pour retard

En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à 150 €.

CHAPITRE IV - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Article 9 - Coût prévisionnel des travaux

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel de réalisation sur la base de l'exécution des études.

- Etudes d'Avant Projet Définitif.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître de l'ouvrage à l'article 3 de l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Après réception des **Etudes d'Avant Projet Définitif** par le maître de l'ouvrage, un avenant (avenant n°1) fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues à l'article 13 ci-après.

Le coût prévisionnel des travaux (P) est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- du forfait de rémunération,
- des dépenses de libération d'emprises,
- des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître,
- des frais éventuels de contrôle technique,
- de la prime éventuelle de l'assurance "dommages",
- de tous les frais financiers.

Article 10 - Conditions économiques d'établissement

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 (mo études) fixé par l'acte d'engagement.

Article 11 - Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un Taux de tolérance de 3 %.

Article 12 - Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 11.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Article 13 - Coût de référence des travaux

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, retenues comme les plus intéressantes par le maître de l'ouvrage, par un coefficient d'actualisation égal au rapport de l'index BT (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois

M0 des offres travaux ci-dessus et au mois M0 de référence du marché de maîtrise d'œuvre.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux.

Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de **15 jours** suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de **30 jours** à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure ou engager une nouvelle négociation.

CHAPITRE V - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Article 14 - Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Un avenant (avenant 2) fixe le montant du coût de réalisation des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Article 15 - Conditions économiques d'établissement

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 correspondant au mois de remise des offres ayant permis la passation des contrats de travaux.

Article 16 - Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de 3 %.

Article 17 - Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 16.

Article 18 - Vérification du coût de réalisation des travaux et calcul du taux de tolérance

A l'achèvement des travaux, un constat des montants des travaux exécutés est réalisé.

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

Le calcul du taux de tolérance prend en compte le coût défini ci-dessus déduction faite du montant des travaux demandés par le maître d'ouvrage et non imputable au maître d'œuvre.

Article 19 - Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 17, le concepteur supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération t fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération t des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Article 20 - Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 17 des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage - par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR.

Article 21 - Ordres de service

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur dans un délai de 10 jours dans les conditions précisées à l'article 3.8 du C.C.A.G. applicable aux marchés de travaux.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité dont le taux, par jour de retard - compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a réellement été, y compris les dimanches et jours fériés - est fixée à 1/2.000ème du montant du marché.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne pourra notifier, sans accord écrit préalable du maître d'ouvrage, des ordres de service relatifs :

- ❖ A la notification de la date de commencement des travaux,
- ❖ A la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus,
- ❖ A la réalisation de travaux supplémentaires,
- ❖ A la modification de la masse des travaux,
- ❖ A la modification du délai d'exécution,
- ❖ Portant interruption ou ajournement des travaux.

Dans ces cas là, les ordres de service devront être signés de celui-ci.

Il est rappelé que toute modification dans la masse des travaux doit faire l'objet d'un accord du maître de l'ouvrage préalablement à tout commencement d'exécution.

Le maître d'œuvre établit, des avenants aux marchés de travaux accompagnés des devis correspondants.

Le maître d'œuvre est également chargé d'établir et de soumettre à la signature du Maître d'Ouvrage les courriers et mises en demeure prévus aux C.C.A.G. Travaux (notamment à l'article 53), et C.C.A.P. Travaux, ainsi que les déclarations de sinistre nécessaires à la mise en œuvre des assurances souscrites par le maître de l'ouvrage pour la réalisation de l'opération (assurances Dommages Ouvrages, Tous Risques Chantiers...).

Le non respect de ces obligations entraînera, pour chaque ordre de service, une pénalité d'un montant forfaitaire de 2 000 Euros.

Article 22 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Principes généraux

Le maître d'œuvre met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux a, b, c, e, f et h du II de l'article L. 4121-II-2 du Code du Travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur S.P.S.".

Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

A - Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

B - Obligations du maître d'œuvre

- ❖ Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur S.P.S.
 - Tous les documents relatifs aux avant-projets, projet(s) et études d'exécution,
 - Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
 - La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
 - Le calendrier détaillé d'exécution.
- ❖ Le maître d'œuvre informe le coordonnateur S.P.S. de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- ❖ Le maître d'œuvre s'engage à :
 - Fournir au coordonnateur S.P.S., à sa demande, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission,
 - Respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au maître d'œuvre et qui sera annexé au présent marché.
- ❖ Le maître d'œuvre donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.
- ❖ Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur S.P.S.
- ❖ Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'œuvre consulte le coordonnateur S.P.S. et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.
- ❖ Le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur S.P.S. dans le registre journal de la coordination.
- ❖ Le maître d'œuvre ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur S.P.S. de l'intégration du/des plan(s) particulier(s) de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Article 23 - Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions de l'article 1.5 du présent C.C.A.P., la direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

Le Maître d'œuvre mandataire commun du groupement ou l'architecte associé à l'équipe et désigné pour réaliser le chantier, est tenu d'assurer lui-même la direction de l'exécution des travaux. En outre, il a l'obligation de se faire assister aux réunions de chantier hebdomadaires par au moins un représentant du ou des bureaux d'études.

Le Maître d'œuvre proposera à l'agrément du Maître de l'Ouvrage, avec leur curriculum vitae, les noms de toutes les personnes chargées d'assurer avec lui la direction du chantier.

Il ne pourra déléguer la partie de cette mission qui concerne la participation physique à toutes les réunions de chantier, qu'avec l'accord préalable écrit du Maître de l'ouvrage, sur le nom de son représentant à ces réunions.

Dans le cas où cet accord serait donné, il devra néanmoins participer personnellement :

- ❖ à 2 réunions de chantier par mois ;
- ❖ aux visites de chantiers programmées par le Maître de l'ouvrage, son représentant agréé devant lui-même être présent aux visites inopinées, à condition d'en être avisé vingt quatre heures (24) à l'avance;
- ❖ aux opérations de réception des travaux;
- ❖ aux réunions mensuelles plénières de maîtrise d'ouvrage.

Un journal de chantier sera ouvert, où seront consignées les visites et les constatations du Maître d'œuvre.

Fréquence des réunions de chantiers :

Le maître d'œuvre devra s'assurer de la présence des intervenants lors des réunions de chantiers sur site. Les réunions auront lieu toutes les semaines.

Article 24 – Travaux modificatifs ou supplémentaires

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le maître d'œuvre et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois m0 « travaux ».

Ces modifications sont classées par le maître de l'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : modifications dans la consistance ou le coût du projet demandées par le maître de l'ouvrage ou s'imposant à lui. L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux servant de base au calcul du seuil de tolérance du coût des travaux, conformément à l'article 18.

Le maître d'œuvre estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission.

Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du maître d'œuvre.

L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le coût total définitif des travaux défini à l'article 18.

Les fiches de travaux modificatifs et les propositions de classement, établies par le maître d'œuvre, sont soumises à décision du pouvoir adjudicateur.

Les décisions du pouvoir adjudicateur relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le maître d'œuvre.

Article 25 - Utilisation des résultats

L'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître de l'ouvrage et du maître d'œuvre en la matière est définie au chapitre V du CCAG-MOE (art. 22 à 24 inclus).

Article 26 - Arrêt de l'exécution de la prestation

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques éléments de mission tels que définis à l'article 1.5 du présent CCAP.

Article 27 - Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de "Garantie de parfait achèvement" (prévue à l'article 44 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

CHAPITRE VI - RESILIATION DU MARCHE. CLAUSES DIVERSES

Article 28 - Résiliation du marché

Il sera fait application des articles 27 à 34 inclus du CCAG-MOE avec les précisions suivantes :

28.1. Résiliation pour motif intérêt général

Par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE, dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif intérêt général, en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du titulaire, le maître d'œuvre percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant hors TVA, non révisé, de la partie résiliée du marché, un pourcentage égal à 0% (zéro pour cent).

28.2. Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 28 et 30 du CCAG-MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10%. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (Article 28.1 du CCAG-MOE), les prestations seront réglées sans abattement.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-MOE, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 16 du présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

D'autre part, en cas de fraudes, d'inexactitude ou déclarations mensongères concernant les renseignements et déclarations sur l'honneur prévues aux articles R2143-3, R2143-4, R2143-6 et R2143-7 du Code de la Commande Publique, le marché pourra être résilié par le Groupe Hospitalier aux torts de l'opérateur économique et sans que celui-ci ne puisse prétendre à une indemnisation.

Article 29 - Clauses diverses

29.1. Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3 du CCAG-MOE sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG-MOE traitant de la résiliation aux torts du titulaire (art. 27) et les autres cas de résiliation (art. 28 à 31) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

29.2. Saisie-arrêt

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants conjoints, le comptable assignataire du marché auprès duquel serait pratiquée la saisie-arrêt du chef d'un des cotraitants retiendra, pour la part revenant au co-traitant concerné, sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché, l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

29.3. Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie et du Code civil. L'assurance devra garantir la responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le maître d'œuvre devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération. Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Article 30 – Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de POITIERS (Juridiction administrative)
15 rue de Blossac, BP 541, 86020 POITIERS CEDEX (05 49 60 79 19)

Organe chargé des procédures de médiation

Comité Interrégional Consultatif de Règlement Amiable des Litiges Marchés Publics
103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX CEDEX (05 56 69 27 18)

Article 31 – Prise d'effet

Le présent marché prendra effet à compter de sa notification.

Article 32 - Dérogations au CCAG-MAITRISE D'OEUVRE

Articles du CCAG-MOE auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
4	2
31	28.1
30	28.2
3.8.3 et 29.2	7.3
21	7.2.3
16	7.1.3